

FÉVRIER 1985

NOTE

# DE CONJONCTURE DE L'INSEE

L'ANNÉE  
1984

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE

*1925 A*

INSEE-BIBC



70001088911

I. N. S. E. E.  
DOCUMENTATION  
22. MAR. 1985  
BIBLIOTHÈQUE

institut national de la statistique et des études économiques

# NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général: M. Edmond MALINVAUD / Direction générale: 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales: Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux: Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

FEVRIER 1985

## SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 17 février 1985)

VUE D'ENSEMBLE .....	Page 3
1. L'année 1984	
2. Le premier semestre 1985	
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	Page 9
1. La croissance mondiale	
2. Les grands produits	
3. Prix, taux d'intérêt, taux de change	
4. L'environnement de l'économie française	
II. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS .....	Page 15
1. Les échanges de produits manufacturés	
2. Les autres produits et la balance commerciale	
III. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE .....	Page 25
1. Les recettes des administrations publiques	
2. Les dépenses des administrations publiques	
3. Le contexte économique et financier	
IV. LES PRIX ET LES SALAIRES .....	Page 37
1. Les prix à l'importation	
2. Les salaires	
3. Les prix de production	
4. Les prix de détail	
5. Les facteurs de la désinflation	
V. LA PRODUCTION ET LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES .....	Page 45
1. La production et les stocks	
2. Les résultats des entreprises	
3. L'investissement	
VI. L'EMPLOI ET LE CHOMAGE .....	Page 59
1. L'emploi	
2. Le chômage	
VII. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES .....	Page 65
1. Le pouvoir d'achat	
2. La consommation	
3. L'épargne et ses emplois	
ANNEXES. 1) Le compte associé	Page 73
2) Résultats économétriques	Page 77

### PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 16 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 21 mars 1985
- Le N° 14 du cahier 2 (vert) paraîtra le 24 mai 1985



## Avertissement

Fondée sur des informations souvent encore incomplètes ou quelquefois fragiles, cette note présente une analyse précoce des mouvements de l'économie française en 1984. Comme toutes les notes de début d'année, elle ne comporte pas de partie prévisionnelle détaillée, mais seulement une actualisation de la note de décembre sur les perspectives de l'économie française pour le premier semestre 1985.

Les Comptes Nationaux Trimestriels sur lesquels repose l'analyse sont provisoires en ce qui concerne le quatrième trimestre 1984 (voir Informations Rapides, série F-n° 36 du 13 février 1985), les informations conjoncturelles sur la fin de l'année 1984 n'étant pas toutes encore disponibles.

On rappelle que les Comptes Nationaux Trimestriels en volume sont évalués aux prix de l'année 1970.

## Conventions

**MA** : Moyenne annuelle

**GA** : Glissement annuel. Celui-ci est généralement exprimé en termes trimestriels (on rapporte alors le niveau moyen du quatrième trimestre de l'année n à celui du quatrième trimestre de l'année n-1), ce qui est parfois indiqué GAt.  
Lorsqu'il est exprimé en termes mensuels (décembre année n/décembre année n-1), on a indiqué GAM

**Source** : Sauf indication contraire, les chiffres cités proviennent de l'INSEE et sont, pour la plupart, tirés des Comptes Nationaux Trimestriels. On n'a pas jugé utile de préciser systématiquement lesquels des chiffres relatifs au quatrième trimestre ou même à l'année 1984 étaient encore des estimations.

Le service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la plus large diffusion et la meilleure utilisation de ses travaux. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

## I - L'ANNÉE 1984

L'année 1984 voit, au-delà de fluctuations trimestrielles, se confirmer des mouvements économiques fondamentaux amorcés en 1983, dont le prolongement avait été souvent mis en doute tant à l'étranger qu'en France.

Dans un contexte de croissance mondiale désinflationniste et marqué par la hausse du dollar, l'économie française connaît en 1984 les pleins effets du renforcement de la politique de rigueur décidé au printemps 1983. Le ralentissement sensible des salaires et de forts progrès de productivité conduisent à la fois à une modération de la hausse des prix et à un redressement de la situation financière des entreprises. Celles-ci sont aussi en mesure, alors que les parités européennes sont stabilisées et la devise américaine en hausse, de tirer parti de la reprise chez les principaux partenaires commerciaux de la France pour accroître leurs exportations.

En contrepartie, le pouvoir d'achat des ménages s'effrite et par voie de conséquence, leur consommation stagne, ou même régresse pour les biens durables et notamment l'automobile, tandis que leurs achats de logements continuent à décliner. Et comme la reprise de l'investissement industriel est moins accentuée qu'attendu - mais sans doute y-t-il à cet égard de fortes disparités -, la demande intérieure hors stocks joue un rôle peu actif. Aussi, bien que le taux de pénétration du marché français s'accroisse, la poussée des importations est limitée. Le redressement de la balance commerciale se poursuit donc, et le déficit FAB-FAB est réduit de plus de moitié.

Une année céréalière exceptionnelle contribue à assurer un taux de croissance du PIB marchand de 2 %, plus élevé et plus proche de celui des autres grands pays européens qu'il n'était prévu. Mais cette expansion, un peu moins marquée dans la production manufacturière, est insuffisante pour que soit enrayée la montée du chômage.





Sans avoir à proprement parler un caractère explicatif, une brève analyse ex-post des contributions comptables à cette croissance du PIB marchand en volume illustre commodément les traits spécifiques de celle-ci.

L'examen des *contributions des grandes branches à la formation du PIB* fait clairement ressortir le rôle moteur joué en 1984 par les branches agriculture et IAA (la seule agriculture comptant pour 0,6 %) bien que leur part dans le PIB soit relativement faible. En revanche, les contributions des branches manufacturières et des services sont moins fortes que leur part dans le PIB, tandis que le BTP joue un rôle de frein.

De façon complémentaire, on peut analyser les *emplois de la production en termes de contributions* à la croissance du PIB. Le rôle de la demande intérieure hors stocks est négligeable (voire négatif), notamment parce que la progression de la consommation de services (0,7 % en contribution) est contrebalancée par le recul des achats de produits manufacturés (-0,6 %). Aussi la croissance du PIB trouve-t-elle sa contrepartie, à part à peu près égales, dans l'accroissement du stockage (dû largement aux produits agricoles : 0,6 %) et dans la réduction du déficit extérieur (où les produits manufacturés prennent une part prépondérante : 0,8 %).

Contributions des branches à la formation du PIB							
	Agriculture et IAA	Énergie	Manufacturés	BTP	Services	PIB Marchand	
Contributions à la croissance du PIB	en points	0,8	0,3	0,4	-0,2	0,7	2 <sup>1/</sup>
	en %	40%	15%	20%	-10%	35%	100% <sup>1/</sup>
Part dans le PIB en 1984 (en francs 1970)		10%	5%	25%	5%	45%	100%

<sup>1/</sup> la somme des contributions en points ou en %, ici arrondies, ne devrait pas être rigoureusement égale à 100 en raison de la TVA.

Emplois de la production en termes de contributions à la croissance du PIB								
Contributions :	Exports	Imports	Solde Extérieur	Consom. totale	FBCF totale	Demande intérieure hors stocks	Accroissement du stockage	PIB Marchand
En points	1,8	-0,8	1,1	0,3	-0,4	-0,1	1,0	2
En %	95%	-40%	55%	15%	-20%	-5%	50%	100%



On perçoit ainsi clairement l'importance du redressement des échanges extérieurs dans la croissance de l'économie française en 1984. Cette amélioration est spectaculaire : inférieur à 20 milliards de francs, le déficit commercial représente en 1984 moins de la moitié du déficit de l'année 1983. Le solde des échanges de produits manufacturés dé-

passé 100 milliards de francs, en progression de 70 % sur l'année précédente, et couvre à lui seul 55 % du déficit énergétique, lui même en croissance de 11 % par rapport à 1983 notamment du fait de la hausse du dollar. Corrélativement, la balance des paiements retrouve son équilibre en 1984.





Faute d'une demande intérieure suffisamment soutenue, la croissance de la production industrielle (+ 2,3 %), et plus encore celle de la production manufacturière (+ 1,7 %), sont insuffisantes pour arrêter la dégradation de l'emploi, d'autant qu'elles s'accompagnent de forts gains de productivité apparente du travail. Aussi la baisse des effectifs salariés se poursuit-elle dans l'industrie (- 150.000) et est loin d'être compensée par les créations d'emplois qui continuent à s'effectuer dans les services mais à un rythme de plus en plus ralenti. Compte tenu de la réduction des effectifs dans le BTP et de la diminution des emplois non salariés, ce sont, au total, près de 230.000 emplois qui disparaissent en 1984.

Corrélativement, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'accroît de près de 300.000 au cours de l'année. On estime ainsi que le taux de chômage, au sens du BJT, dépasse désormais 10 %.



Si l'on examine le profil infraannuel de l'activité industrielle, on constate que celle-ci, après un premier trimestre soutenu (dans le prolongement de la fin de l'année 1983), a marqué un net repli au deuxième trimestre, vraisemblablement en rapport avec le ralentissement de l'activité constaté simultanément dans les autres pays européens. Ce repli est cependant plus que compensé au troisième trimestre, au cours duquel les exportations repartent vivement. La fin de l'année est beaucoup moins ferme, et la production manufacturière en retrait sensible : la reprise de l'investissement des entreprises ne compense pas la baisse de la consommation des ménages, tandis qu'une poussée d'importations entraîne une dégradation du taux de pénétration ; on assiste donc au quatrième trimestre à un accroissement, sans doute partiellement involontaire, du stockage de produits manufacturés.



La hausse des salaires et des prix continue à se modérer en 1984. En diminution de 2,6 points par rapport à l'année précédente, l'indice des prix de détail ne croît, en glissement entre décembre 1983 et décembre 1984, que de 6,7 %. Cette hausse est la plus modérée depuis douze ans. Sur tous les postes hormis l'énergie, la hausse des prix est moindre au second semestre qu'au premier. En glissement sur 12 mois, le ralentissement est régulier tout au long de l'année. Cette modération des prix de détail tient en partie au maintien du dispositif de surveillance des prix, particulièrement strict pour les services du secteur privé. Mais plus fondamentalement, elle traduit une décélération des prix de production - moins marquée pour les produits manufacturés - que permet le ralentissement très marqué des salaires : en glissement annuel, le taux de salaire horaire moyen dans l'ensemble des entreprises augmente de 6,6 %, soit près de 4 points de moins qu'en 1983.



En ce qui concerne les revenus des agents, l'année 1984 est marquée par la poursuite d'un double mouvement : effritement du pouvoir d'achat des ménages et redressement de la situation financière des entreprises.

Ces dernières bénéficient en effet d'autant plus du ralentissement des salaires que les progrès de la productivité horaire apparente du travail sont, en 1984, élevés : 5,8 % après 4,4 % en 1983 pour l'ensemble des secteurs industriels. Aussi le taux de marge des sociétés (mesuré par le rapport entre l'excédent brut d'exploitation et la valeur ajoutée) continue-t-il à s'améliorer fortement, retrouvant un niveau qu'on avait pas connu depuis le premier choc pétrolier, tandis que le rapport entre leur épargne brute et leur valeur ajoutée augmente de plus de 2 points. Le poids de leur endettement - qu'allège d'autant moins l'inflation que celle-ci se modère - et le niveau encore élevé des taux d'intérêt continuent cependant à peser sur leur situation financière.



Aussi n'est-il pas surprenant que les entreprises utilisent l'amélioration de leurs résultats d'abord à redresser leur structure de bilan, préférant pour l'instant, semble-t-il, ralentir la croissance de leur endettement ou effectuer des placements financiers plutôt que réaliser tous les investissements en capital matériel qu'elles jugent souhaitables, d'autant que les taux d'intérêt réels restent élevés. Luer besoin de financement se réduit donc.

A l'opposé, les ménages connaissent en 1984 une nouvelle diminution, légère, de leurs ressources réelles : le pouvoir d'achat de leur revenu disponible baisse en effet de 0,1 % (en moyenne). Cet effritement résulte à la fois du ralentissement des salaires nominaux, de la dégradation de l'emploi, de la forte croissance des cotisations sociales et de la poursuite de l'augmentation de la pression fiscale directe, que ne compense pas la progression des prestations sociales. Les ménages continuent à réduire leurs investissements en logements même s'ils semblent moins portés, comme ils l'avaient fait de la mi-1982 à la mi-1983, à réduire leur taux d'épargne pour satisfaire leur consommation. Celle-ci n'augmente donc pratiquement plus (0 % en glissement, 0,5 % en moyenne), la poursuite de la croissance de la consommation de services étant contrebalancée par la régression de la consommation en produits industriels, particulièrement marquée en ce qui concerne les achats d'automobiles.



La politique budgétaire reste rigoureuse ; impôts et cotisations sociales s'alourdissent, tandis que se poursuit la politique de maîtrise des dépenses des Administrations. Aussi, malgré l'accroissement de la charge de la dette, le besoin de financement des Administrations publiques, exprimé en pourcentage du PIB total, devrait-il en 1984 être proche de son niveau de 1983.

Au total l'assainissement entamé depuis deux ans se poursuit avec rapidité et persévérance. Les ménages supportent une large part de l'effort nécessaire au redressement de la situation financière et à la modernisation des entreprises, indispensables pour réduire la contrainte extérieure.



## II — PERSPECTIVES POUR LE PREMIER SEMESTRE 1985

Une prévision chiffrée détaillée du premier semestre 1985 a été présentée dans la note « Situation et perspectives de l'économie française » publiée le 18 décembre 1984. On examine ici qualitativement dans quel sens les événements intervenus depuis cette date (froids du début janvier, mouvements du dollar et des prix pétroliers) et les informations nouvelles (données sur le quatrième trimestre 1984, enquêtes de conjoncture) conduisent à infléchir cette prévision.

Les prévisions concernant le *solde commercial* sont légèrement modifiées. Malgré un cours du dollar conventionnellement fixé à 9,70 F pour cette actualisation au lieu de 9,00 F lors de la note de décembre dernier, le prix de l'énergie en francs n'est que faiblement relevé ; en effet, alors que le prix de l'énergie en dollars avait été maintenu constant sur le premier semestre 1985 pour la dernière prévision, on prévoit maintenant une baisse du prix en dollars dès le premier trimestre 1985 pratiquement équivalente à la hausse de la devise américaine ; deux raisons à cela : d'une part le prix des importations pétrolières bénéficie de la récente baisse du prix du baril de brut en dollar, d'autre part on devrait assister à un glissement de la structure des achats de pétrole vers des produits pétroliers raffinés dont les prix sont plus avantageux que ceux du pétrole brut. Néanmoins, au premier trimestre 1985, la facture énergétique devrait être supérieure d'environ 1 MF par mois au chiffre figurant dans la note de décembre, l'augmentation des quantités importées étant plus forte que prévue en raison de la rigueur de l'hiver. Une fois cet effet passé, au deuxième trimestre 1985, le déficit énergétique serait voisin du niveau prévu en décembre.

Quant au solde des produits manufacturés, il devrait être, au premier trimestre 1985, légèrement supérieur à celui prévu : la croissance des importations, au quatrième trimestre 1984, a été plus forte qu'on ne l'anticipait. En compensation elle devrait être au premier trimestre 1985 plus modérée qu'on ne le pensait. Le déficit commercial mensuel FAB-FAB du premier trimestre 1985 resterait ainsi voisin des 2 à 3 MF inscrits dans la dernière note. Au deuxième trimestre 1985, en revanche, à la poursuite du déficit alors prévu pourrait faire place un équilibre de la balance commerciale, une concentration exceptionnelle de vente d'AIRBUS améliorant le solde de 1 à 2 milliards de francs par mois par rapport à l'ancienne prévision.



La *demande intérieure* serait, elle, orientée moins favorablement qu'il n'était prévu en décembre dernier.

Les achats de produits manufacturés des ménages ont été très déprimés au dernier trimestre 1984. Un mouvement compensateur de faible ampleur pourrait intervenir au premier trimestre 1985, mais la baisse des dépenses des ménages en produits manufacturés se poursuivrait au premier semestre 1985. Par ailleurs, la rigueur de l'hiver entraîne une hausse de la consommation d'énergie, et par le jeu des prix, des achats moindres en fruits et légumes. Au total, la *consommation marchande des ménages*, comme il était prévu précédemment, croîtrait légèrement au premier semestre 1985, mais avec une composition par produits différente.

Forte pénétration des produits étrangers sur le marché français, recul d'ampleur inattendue des achats des ménages en produits manufacturés : la fin 1984 a connu une forte constitution de stocks de produits industriels sans doute en partie involontaire. Aussi la formation de *stocks* devrait-elle se réduire nettement sur le premier semestre 1985, comme l'indiquent d'ailleurs les opinions des industriels sur le niveau de leurs stocks dans leurs réponses aux dernières enquêtes de conjoncture.

La demande intérieure de produits manufacturés serait donc orientée à la baisse à l'horizon de la prévision. Le solde du commerce extérieur se redresserait légèrement. Au total la *production* de produits manufacturés serait pratiquement stable sur le premier semestre 1985, alors qu'on escomp-

tait en décembre dernier une croissance de 0,5 % par trimestre. Cette révision est en accord avec les opinions des industriels sur leur production à venir, telle qu'on la perçoit à travers les enquêtes de conjoncture, notamment dans les industries de biens de consommation.

Du côté des *évolutions nominales*, les informations récentes confirment la poursuite du ralentissement. D'après les réponses des industriels aux enquêtes de conjoncture, les hausses de salaires dans les prochains mois devraient rester très faibles. Le recul des effectifs au même rythme qu'en 1984 permettrait, malgré une très faible croissance de la production, de continuer à dégager des gains de productivité. Enfin, dans un contexte de concurrence étrangère plus vivement ressentie au premier semestre 1985 qu'en 1984, l'hypothèse faite en décembre d'une limitation de l'amélioration des marges des entreprises est maintenue. Le ralentissement de la croissance des prix à la production doit donc se poursuivre. Compte-tenu des hausses des prix saisonnières en début d'année, l'indice des prix de détail connaîtrait une progression de 2,9 % voisine de celle du second semestre 1984, mais inférieure à celle du premier semestre 1984 (3,7 %). Ce chiffre est plus bas que celui annoncé en décembre en raison du ralentissement des prix des carburants (lié à la baisse des prix du marché du pétrole brut et à la libération des prix à la pompe) et d'une révision en baisse des prix des services privés dont la réglementation devrait être plus sévère que prévu.





**Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois  
(volume aux prix de l'année 1970)**

Evolution en %

Année 1983							Année 1984					
83.1	83.2	83.3	83.4	GAt	MA		84.1	84.2	84.3	84.4	GAt	MA
-0,5	0,6	0,1	0,8	0,9	0,7	PIB Marchand	0,9	-0,5	1,1	0,7	2,1	2,0
1,4	-3,6	-1,6	4,3	0,4	-0,7	Importations	0,5	0,6	-0,8	3,6	3,9	2,9
-3,4	3,7	1,5	4,8	6,6	3,8	Exportations	-0,4	-0,5	3,7	1,7	4,6	6,9
-0,1	0,3	-0,3	0,9	0,8	1,1	Consommation march.ménages	0,2	-0,5	-0,2	0,5	0,0	0,5
2,1	0,0	0,8	-0,2	2,7	3,7	Consommation nette APU	0,8	-1,6	1,2	-1,2	-0,9	0,1
-0,1	-2,3	0,7	0,0	-1,8	-1,9	FBCF totale	-0,1	-1,5	-1,6	1,2	-2,0	-1,9
						dont :						
-0,8	-3,0	1,4	1,0	-1,4	-2,4	SQS-EI	0,8	-0,8	-1,7	1,7	-0,1	0,4
0,3	-0,7	-0,4	-1,6	-2,3	-4,0	Ménages	-2,2	-2,2	-2,4	-1,4	-8,0	-6,7
5,0	2,1	0,3	0,2	7,6		Variations de stocks (milliards de francs 70)	2,7	4,1	4,9	6,6	18,3	
0	-0,3	0	0,6	0,3	0,5	Demande intérieure hors stocks	0,2	-0,7	-0,4	0,5	-0,5	0

**Produits manufacturés : équilibre résumé ressources-emplois  
(volume aux prix de l'année 1970)**

Evolution en %

Année 1983							Année 1984					
83.1	83.2	83.3	83.4	GAt	MA		84.1	84.2	84.3	84.4	GAt	MA
0,0	0,2	0,6	0,2	1,0	1,0	Production effective	0,9	-1,2	2,7	-0,7	1,7	1,7
2,2	-4,0	-1,8	4,3	0,5	-0,4	Importations	0,3	0,3	0,4	4,4	5,5	3,0
-1,3	4,2	-0,8	4,8	6,9	3,3	Exportations	3,5	-3,4	4,2	0,9	5,2	7,6
-2,0	-0,3	-1,6	0,8	-3,2	-1,4	Consommation Ménages	-1,3	-0,8	-0,1	-1,5	-3,6	-2,5
1,4	1,0	0,5	0,0	3,0	5,1	Consommation APU	-0,3	-0,3	-0,2	0,1	-0,6	0,0
-0,7	-3,8	2,7	1,2	-0,7	-1,0	FBCF totale	1,5	-0,8	-2,5	2,7	0,8	1,5
						dont :						
-0,9	-3,7	3,0	1,8	0,1	-1,7	SQS-EI	1,4	-0,5	-2,4	2,6	1,1	2,4
5,4	2,5	2,4	1,6	11,9		Variations de stocks (milliards de francs 70)	1,0	2,7	3,8	4,7	12,1	
-0,8	-0,6	0	0,7	-0,8	-0,1	Demande intérieure hors stocks	0,1	-0,9	0,2	-0,1	-0,6	-0,1